



## VI / Corée du Sud : croissance industrielle et ajustement à la Chine

*Jean-Raphaël Chaponnière et Marc Lautier\**

**L**a multiplication des conflits commerciaux entre la Chine et les vieilles nations industrielles témoigne des difficultés que celles-ci rencontrent face à la concurrence du pays devenu, depuis 2010, la première puissance manufacturière mondiale. Ceux qui furent appelés les nouveaux pays industriels (NPI) sont-ils confrontés aux mêmes difficultés ? Sont-ils menacés de désindustrialisation ? Comment réagissent-ils face à ce concurrent ? Autant de questions examinées ici à partir de la Corée du Sud (Corée dans la suite du texte), péninsule montagneuse située entre la Chine et le Japon, peuplée de 49 millions d'habitants sur un territoire cinq fois plus petit que la France. Avant d'y répondre, nous commencerons par rappeler la façon dont s'est opérée la convergence exceptionnellement rapide du pays vers le niveau de revenu des économies les plus avancées.

### **Une nouvelle puissance industrielle**

Figure emblématique des NPI, la Corée a été découverte par les Français en 1978 lorsqu'un secrétaire d'État a brandi une petite culotte *made in Korea* à la tribune de l'Assemblée nationale pour fustiger la concurrence sauvage des bas salaires coréens. Une

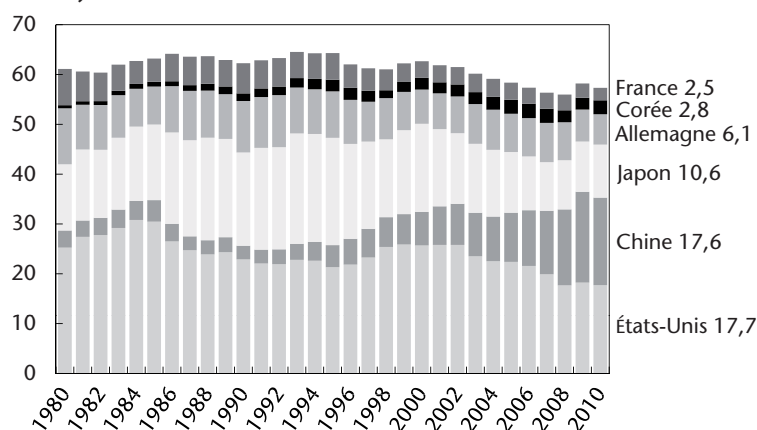
---

\* Jean-Raphaël Chaponnière est chercheur associé à Asia Centre, Marc Lautier est maître de conférences à l'université Paris-13 Nord.

ouvrière était alors dix fois moins payée en Corée qu'en France ; le textile représentait un tiers de la production manufacturière coréenne qui n'atteignait que le dixième de la production française. Depuis, cette production a dépassé celle de la France pour classer la Corée au cinquième rang mondial en 2013 (graphique 1). Alors que tous les pays de l'OCDE ont vu leurs parts de la production manufacturière mondiale diminuer avec la montée très rapide de la Chine, celle de la Corée a légèrement progressé dans les années 2000 (de 2,4 % à 2,8 %) de même que sa part dans les exportations mondiales (de 3,4 % à 4,3 % entre 2000 et 2011). L'industrie coréenne est dominée par des groupes diversifiés – les chaebols – qui ont construit des marques reconnues comme Samsung et LG dans l'électronique et les télécommunications, Hyundai dans la construction automobile (quatrième mondial) et la construction navale, Posco dans la sidérurgie, Sunkyong dans la pétrochimie. Longtemps sous-traitants des firmes américaines ou japonaises, les chaebols ont développé des réseaux internationaux de production et sont devenus des concurrents redoutables des Japonais dans l'électronique. Ils concurrencent les Français dans le nucléaire (comme l'illustre le succès coréen à Abu Dhabi) ; ils pourraient rapidement le faire sur le marché ferroviaire et, depuis leur lancement d'un satellite en janvier 2013, sur celui des lanceurs.

**Graphique 1. Part des principaux pays dans la production manufacturière mondiale**

(Monde = 100)



Source: à partir des données ONUDI.

Cinquième exportateur mondial de produits manufacturés, la Corée dégage dans ce domaine un excédent commercial très important depuis les années 1970 (19 % du PIB en 2012), qui couvre ses

importations d'énergie et de matières premières, son déficit de la balance des services et lui laisse un excédent courant confortable.

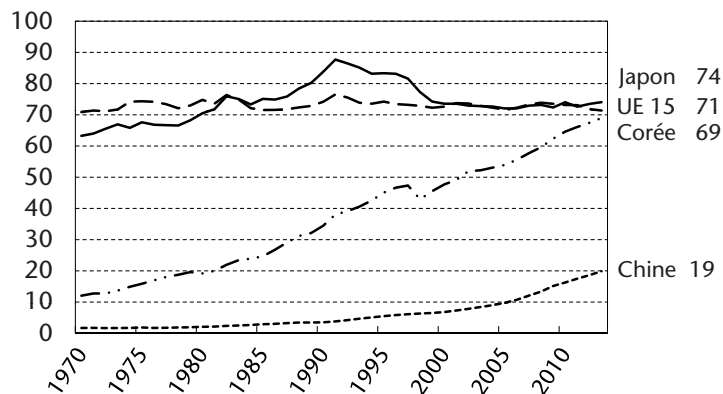
Pour parvenir à ce résultat, la Corée a mis en œuvre une politique de rattrapage « hétérodoxe » tout en faisant preuve d'une capacité remarquable d'ajustement aux chocs.

### *Le rattrapage coréen*

Depuis les années 1960, la Corée a grimpé l'échelle du développement à un rythme exceptionnellement rapide. Sortie de la trappe de pauvreté, elle a évité la trappe des revenus intermédiaires pour devenir une nouvelle puissance industrielle avec un niveau de revenu (en parité de pouvoir d'achat) proche de la moyenne de l'Union européenne à quinze (graphique 2).

### Graphique 2. Le rattrapage coréen

PIB par tête en parité de pouvoir d'achat (États-Unis = 100)



Source: CEPII-CHELEM.

Apparue dans les années 1960, l'expression NPI traduisait la surprise de voir émerger sur les marchés mondiaux des pays dont le développement industriel n'avait jusque-là guère été remarqué. Commencée avec l'ouverture forcée par le Japon du pays qualifié à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de « royaume ermite », l'industrialisation coréenne s'était poursuivie sous l'occupation japonaise (1910-1945). Après la guerre qui ravagea la péninsule (1949-1953), la Corée du Sud devint un enjeu géopolitique majeur et, à ce titre, reçut dans les années 1950 une aide financière considérable des États-Unis. Cette aide finança la reconstruction et permit une politique de substitution aux importations.

Cependant, les pressions exercées par Washington pour que la Corée finance elle-même une partie de sa défense amenèrent le

gouvernement coréen à changer d'orientation. Il adopta une stratégie de promotion des exportations à une époque (début des années 1960) où les dirigeants du Sud partageaient encore le « pessimisme à l'exportation » né de l'expérience de la Grande Crise. Son orientation à l'exportation a permis à l'industrie coréenne de surmonter le handicap d'un marché intérieur étroit tandis que l'État soutenait la « remontée des filières », des biens de consommation, en aval, aux produits intermédiaires et biens d'équipement, en amont. Après le textile, la politique industrielle a privilégié la sidérurgie, la construction navale, la mécanique lourde, la construction automobile, l'électronique. L'État a non seulement ciblé les secteurs, mais aussi les entreprises. Il leur a offert des crédits subventionnés pour qu'elles s'engagent dans les secteurs définis comme prioritaires, tout en exigeant qu'elles respectent des critères de performance (réussites sur les marchés étrangers), et n'a pas hésité à abandonner les perdants. Ce ciblage a réussi : le gouvernement coréen s'est inspiré des réussites industrielles japonaises pour choisir ses cibles tandis que les chaebols ont fait du « Tokyo planning » en s'inspirant des succès des entreprises qu'ils imitaient – Sony a longtemps été la référence de Samsung. La Corée a construit des avantages-coûts fondés sur la combinaison de fortes économies d'échelle et de bas salaires. La sous-évaluation du won et l'allocation du crédit ont été les instruments de la politique industrielle, de même qu'un protectionnisme sourcilieux envers les importations (l'administration veillait à ce que la Corée n'importe que l'essentiel) ainsi qu'envers l'implantation d'entreprises étrangères, la préférence étant donnée aux accords de licence et aux investissements sous forme de *joint-ventures*.

Ces orientations ont structuré le modèle coréen de croissance, tiré par l'investissement et financé par l'endettement des entreprises auprès des banques nationalisées fonctionnant jusqu'à la crise de 1997-1998 comme des relais de l'État.

#### *Capacité d'ajustement et réactivité*

Endettement et investissement élevés ont accéléré la vitesse du changement structurel tout en se traduisant par une prise de risque élevée et par une grande sensibilité aux chocs face auxquels la Corée fait cependant preuve d'une forte réactivité. C'est ce qu'illustrent ses réponses au premier choc pétrolier de 1973 et à la crise asiatique de 1997.

**Le choc pétrolier.** — La hausse de la facture pétrolière consécutive au choc de 1973-1974 a représenté sur cinq ans l'équivalent de 13 % du PIB coréen de 1973. Trois fois plus fort qu'en France, ce choc a suscité un vent de panique en Corée où, dès le mois de janvier 1974, le gouvernement a imposé des mesures pour limiter l'impact de la hausse des prix sur les bas revenus et a adopté des directives de conservation de l'énergie. Choisisant de s'endetter pour absorber le choc, le gouvernement a encouragé le redéploiement des exportations vers le Moyen-Orient en créant le statut de *General Trading Company* – inspiré des sogo-soshas japonaises – et en offrant des crédits subventionnés aux grands exportateurs. Un consortium de vingt-cinq entreprises a été chargé de coordonner les réponses aux appels d'offres et l'État a organisé la formation et le départ de milliers de travailleurs (souvent des appelés du contingent) vers le Moyen-Orient. Entre 1973 et 1978, 300 000 ouvriers qualifiés coréens ont ainsi travaillé sur les grands chantiers des pays pétroliers. Ils sont à l'origine de la place importante occupée aujourd'hui par la Corée sur le marché mondial des grands travaux. Le succès au Moyen-Orient a également accentué le poids des quatre plus grands chaebols dans l'industrie coréenne.

**La crise financière asiatique.** — Les pressions américaines à l'ouverture du marché financier coréen à Wall Street, relayées par le FMI, ont été à l'origine d'une transformation rapide du financement de l'économie qui a mené à la crise financière – une crise aiguë de liquidité. Les chaebols ont en effet utilisé cette ouverture pour s'émanciper de la tutelle de l'État en créant des sociétés financières qui se finançaient auprès des banques étrangères ; à tort, celles-ci percevaient leurs prêts à ces groupes comme des risques quasi souverains.

En septembre 1997, au terme de sa mission de surveillance (article IV) de l'économie coréenne, le FMI concluait que la Corée était à l'abri d'une crise financière comme celle qui avait éclaté trois mois plus tôt en Thaïlande. Rassuré par la situation macroéconomique (une dette publique modérée, une croissance ralentie, mais robuste, un déficit courant qui s'était réduit), le Fonds ignorait la réalité microéconomique : le ratio dette sur fonds propres des trente premiers groupes était de 550 % et la croissance insuffisante pour assurer leur équilibre financier. Au premier semestre 1997, la faillite de plusieurs groupes de taille

moyenne a commencé à éroder la confiance des banques qui n'ont plus renouvelé leurs lignes de crédit aux chaebols. Le won s'est effondré. Au bord de la faillite, la Corée a été sauvée par le rééchelonnement de la dette des chaebols organisé, fin décembre, par la Réserve fédérale en coopération étroite avec le FMI et les banques centrales européennes.

L'économie s'est contractée de 7 % en 1998 et, inconnu jusqu'alors, le chômage a explosé. Mais, dès le dernier trimestre 1998, profitant de la forte demande américaine (liée au gonflement de la bulle internet) et de la sous-évaluation du won, l'industrie coréenne a tiré la reprise et l'économie a connu un redressement spectaculaire (+ 10,9 % en 1999, puis + 9,3 % en 2000).

**Inflexion du modèle de croissance.** — Cette crise a marqué une nette inflexion du régime de croissance coréen. Elle a permis la victoire électorale d'un ancien dissident qui a aussitôt mené au pas de charge la restructuration du secteur financier (élimination des sociétés financières des chaebols) et du secteur bancaire (concentration et ouverture à l'implantation de banques étrangères) et a contraint les chaebols à réduire leur endettement. En ne se portant pas au secours du groupe Daewoo, le gouvernement a signalé qu'aucun chaebol n'était *too big to fail*. Sur le plan macroéconomique, la Corée a abandonné son ancrage au dollar pour un régime de flottement, que les autorités gèrent pour éviter une trop forte appréciation du won. Le taux d'investissement a baissé et depuis l'ajustement très fort de son solde courant en 1998 (d'un déficit de 2,4 % du PIB en 1995-1997 à un excédent de 6,7 % en 1998-2000), la Corée est toujours restée excédentaire. La réforme du marché du travail a imposé la flexibilité sans sécurité (nous reviendrons plus loin sur ce point).

Au plus fort de la crise financière mondiale de 2008, la sortie massive des capitaux étrangers (la moitié de la capitalisation boursière) a provoqué la chute du won, mais, après une contraction au premier trimestre 2009, la croissance est restée positive en 2009 et a rebondi en 2010. Depuis 2012, la Corée subit les conséquences du ralentissement chinois; aux lendemains de l'élection présidentielle de novembre 2012, le nouveau gouvernement a adopté un plan de relance (1 % du PIB).

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'ajustement de la Corée à l'émergence chinoise.

## **L'ajustement de l'industrie coréenne à la Chine**

Cela fait de nombreuses années que les Coréens anticipent la montée en puissance de l'industrie chinoise. Dès la fin des années 1960, à une époque où personne encore n'envisageait l'irruption de la Chine sur le marché de l'habillement, leur volonté d'entrer dans l'industrie lourde aurait été motivée par l'anticipation de la concurrence chinoise. La Chine est désormais le premier partenaire commercial de la Corée. Si l'élargissement du marché chinois est une formidable opportunité pour l'industrie coréenne, la concurrence chinoise représente une menace redoutable. Ériger des barrières protectionnistes, comme la Corée l'avait fait contre les importations des pays industrialisés, n'est plus envisageable depuis l'adhésion chinoise à l'OMC. La Corée s'ajuste en investissant massivement dans l'industrie et la recherche, en utilisant la Chine comme tremplin pour ses exportations vers le reste du monde et en engageant la négociation d'un traité bilatéral de libre-échange. Cet ajustement a un coût social avec la forte progression des emplois précaires dans un pays qui a très peu investi dans la protection sociale.

### *L'intensification des relations commerciales*

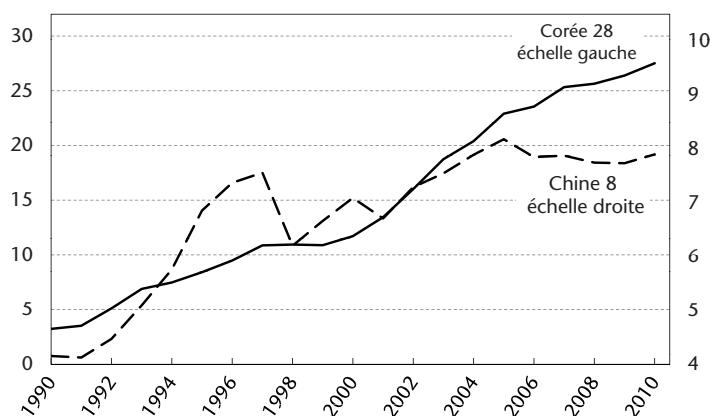
Jusqu'au début de la décennie 1990, la Corée avait, comme principal fournisseur, le Japon et, comme premier débouché, les États-Unis. La Corée apparaissait alors comme un tremplin de l'industrie japonaise vers le marché américain ; son excédent sur les États-Unis (8 % du PIB coréen en 1987) avait pour corollaire son déficit vis-à-vis du Japon (4 % du PIB à la même date). Alignée sur la position américaine, la Corée tournait alors le dos à la Chine. La normalisation des relations sino-américaines (1972) changea la donne. Les Coréens commencèrent à commercer avec la Chine *via* Hong Kong. En 1990, l'ouverture de représentations commerciales puis, deux ans plus tard, la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays déclenchèrent une « fièvre chinoise » à Séoul. Les PMI coréennes furent les premières à s'aventurer en Chine, privilégiant, à quelques heures de bateau des côtes coréennes, la province du Shandong où une minorité coréenne est établie depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1997, la Chine était devenue la principale destination des investissements et le troisième partenaire commercial de la Corée. Freiné par la crise asiatique, l'essor des échanges



s'est accéléré après 2001 (graphique 3). L'adhésion de la Chine à l'OMC ayant diminué les restrictions à l'investissement étranger, les chaebols, suivis par leurs sous-traitants, ont alors multiplié les implantations.

**Graphique 3. Échanges sino-coréens dans le commerce de produits manufacturés de la Corée et de la Chine**

(en %)



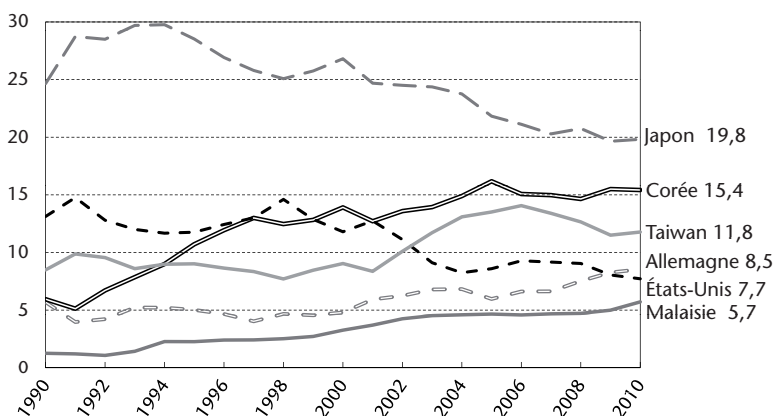
Source: CEPII-CHELEM.

Actuellement, la Corée est le quatrième investisseur en Chine, après les États-Unis, le Japon et Taiwan. Vingt mille entreprises coréennes sont présentes en Chine, mais les filiales des cinq plus grands chaebols y assurent plus de la moitié de l'investissement.

Devenue au début des années 2000 le deuxième exportateur vers la Chine derrière le Japon, la Corée est parvenue à maintenir

**Graphique 4. Principaux exportateurs de produits manufacturés vers la Chine**

(Monde = 100)



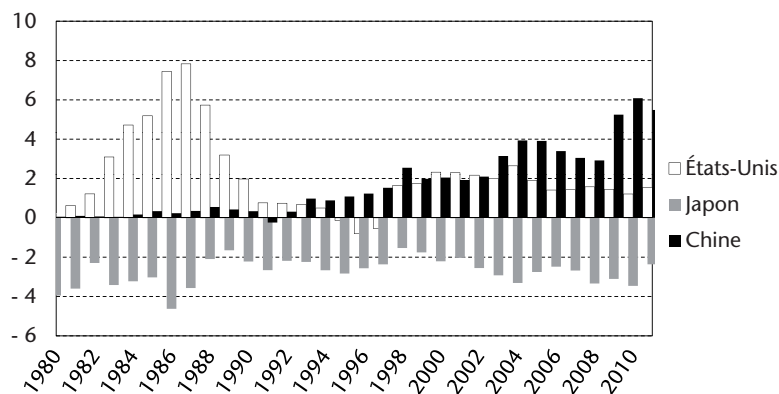
Source: CEPII-CHELEM.



sa part sur le marché chinois depuis 2000 (graphique 4) et dégage l'excédent le plus important sur ce pays (61 milliards de dollars) ; cet excédent commercial de la Corée sur la Chine est passé entre 1997 et 2011 de 2 % à 6 % du PIB coréen. Tout se passe comme si la Corée avait transféré sur la Chine l'excédent qu'elle réalisait auparavant sur les États-Unis. Toujours déficitaire vis-à-vis du Japon, son excédent sur les États-Unis a pratiquement disparu (graphique 5) ; de fait, la Corée, longtemps critiquée par les États-Unis pour la sous-évaluation du won, ne fait plus partie des pays surveillés par l'administration commerciale américaine. Il est toutefois intéressant de noter que ces observations sont fortement nuancées par les nouvelles estimations du commerce en valeur ajoutée (encadré 1).

Graphique 5. Solde commercial de la Corée vis-à-vis des États-Unis, du Japon et de la Chine

(en % du PIB coréen)



Source: CEPPII-CHELEM.

### La concurrence chinoise

La presse coréenne dénonce régulièrement l'invasion des produits chinois, à commencer par ceux de l'habillement, secteur qui fut l'un des premiers dans lesquels la Corée délocalisa en Chine sa production. Les importations de biens de consommation chinois ont donné lieu à plusieurs conflits commerciaux. Le premier fut la « guerre de l'ail » survenue avant l'adhésion de la Chine à l'OMC. Réagissant au mécontentement des agriculteurs face aux importations d'ail chinois, le gouvernement coréen commença par élever ses tarifs douaniers ; mais lorsqu'en rétorsion la Chine menaça de réduire ses importations de téléphones mobiles, il dut rapidement revenir sur sa position et préféra garantir l'achat de la récolte coréenne. En 2005, la guerre du *kimchi* (condiment coréen à base

### Encadré 1. Statistiques douanières et statistiques en valeur ajoutée

L'essor de l'Asie dans le commerce mondial s'est accompagné de la multiplication des échanges de demi-produits, dont la part est bien plus importante dans les échanges asiatiques que dans ceux des autres régions du monde. L'éclatement des processus de production gonfle artificiellement les flux commerciaux car les douanes mesurent les passages des mêmes produits et de leurs composants à des étapes différentes de leur fabrication. On est ainsi amené à s'interroger sur la pertinence des statistiques douanières et à chercher à mesurer les valeurs ajoutées nationales incorporées aux biens échangés aux différents stades du processus de production.

À la suite de travaux japonais, l'OCDE et l'OMC ont lancé un programme de recherche commun dont les premiers résultats ont été publiés avec des données de 41 pays

dont 4 asiatiques (Japon, Chine, Corée, Indonésie) pour l'année 2009. Le tableau indique les partenaires de la Corée pour le commerce apparent, selon les statistiques commerciales et pour le commerce en valeur ajoutée. Ces résultats modifient la géographie des échanges, notamment dans l'Est asiatique. Alors que, selon les douanes, la Corée souffre d'un déficit structurel avec le Japon tout en affichant un surplus considérable sur la Chine, les travaux de l'OCDE-OMC montrent que, mesuré en valeur ajoutée, le solde des échanges avec le Japon est équilibré, l'excédent sur la Chine est un peu moins important, alors qu'il l'est davantage sur les États-Unis.

Tableau. Solde bilatéral en % du PIB coréen en 2009

	Commerce apparent	Commerce en VA
Japon	- 1,0	0,0
Allemagne	0,0	0,2
Inde	0,3	0,3
États-Unis	0,4	1,3
Chine	6,9	1,3

de chou fermenté) trouva une issue plus coopérative. Cette guerre débuta par la suspension par la Corée des importations du *kimchi* fabriqué en Chine parce que des parasites y avaient été trouvés ; en retour, et pour les mêmes raisons sanitaires, les Chinois suspendirent l'importation de plusieurs marques coréennes de *kimchi*. Le conflit prit fin lorsque les Coréens découvrirent qu'une partie de leurs importations provenait de leurs propres filiales installées en Chine ; les organisations sanitaires décidèrent alors de coopérer.

Si ce type de conflits est largement médiatisé, les biens de consommation ne représentent en réalité (comme les équipements) que 20 % des importations coréennes en provenance de Chine, soit une part trois fois moindre que celle des biens intermédiaires (60 %) ; ces derniers constituent également 60 % des exportations coréennes vers la Chine. Les entreprises coréennes exportent vers la Chine des produits sidérurgiques, pétrochimiques, des composants électroniques, des pièces automobiles qui sont incorporés dans les exportations chinoises de produits finis. Selon l'ExIm Bank coréenne, 20 % seulement des exportations

coréennes étaient destinées au marché chinois en 2007 ; quatre années plus tard, cette part était, selon le KIEP, passée à 30 %. Ce pourcentage reste cependant très inférieur à celui qui caractérise les exportations japonaises (50 %) ou allemandes (70 %) vers la Chine. Mais si seulement 30 % de leurs exportations vers la Chine sont destinées au marché domestique chinois, la taille de ces exportations place les Coréens parmi les tout premiers bénéficiaires de l'expansion de la demande intérieure de leur grand voisin.

**Concurrence sur les marchés tiers.** — La mesure de la proximité entre les structures d'exportation chinoises, coréennes et japonaises (sur la base de l'indicateur de Linnemann et d'une désagrégation en 650 postes) montre que la composition des exportations coréennes est encore assez éloignée de celle de la Chine et plus proche de celle du Japon ; cela explique d'ailleurs les fortes réactions coréennes à la politique économique engagée par le Premier ministre japonais Abe pour contrer l'appréciation du yen. Cependant, la concurrence chinoise sur les marchés tiers s'est rapidement étendue de l'industrie légère vers les biens intermédiaires et les équipements et la Corée s'y trouve désormais confrontée sur ses secteurs d'excellence : construction navale, électronique, sidérurgie. Ainsi, dans la sidérurgie, la Corée a été reléguée à la troisième place mondiale, loin derrière la Chine (60 % de la production mondiale). Dans la construction navale, deux ans après avoir évincé les Japonais de la première place (en 2007, en termes de livraisons), les Coréens ont été rattrapés par les Chinois, nouveaux venus dans le secteur. Cependant, les entreprises chinoises continuent de se situer sur des niveaux de gamme inférieurs aux groupes coréens pour la fabrication de semi-conducteurs ou la construction automobile.

#### *L'ajustement coréen à la Chine*

Des voix s'élèvent en Corée pour dénoncer les investissements coréens en Chine et le risque de désindustrialisation. Les évolutions macroéconomiques montrent pourtant que la part du secteur manufacturier dans le PIB coréen a augmenté (de 24 % à 28 %) depuis 2000 ; les indices de production font apparaître entre 2003 et 2012 une progression de 110 % de la production de biens intermédiaires contre 50 % pour les biens d'équipement et 23 % pour les biens de consommation.

Mais, en s'implantant en Chine, les entreprises coréennes participent au renforcement de la compétitivité chinoise. Selon des sources industrielles et diplomatiques, certains de ces investissements répondraient d'ailleurs à la demande pressante des autorités chinoises ; cela aurait été le cas pour Hyundai Motors qui construit une usine automobile dans les environs de Pékin et pour Samsung Electronics qui a récemment annoncé un investissement de plusieurs milliards de dollars dans la construction d'une usine de fabrication (une « fab ») de semi-conducteurs. La montée en gamme de l'industrie chinoise inquiète les Coréens qui ont découvert que le 12<sup>e</sup> plan chinois (2010-2015) ciblait les mêmes secteurs que la « vision » coréenne publiée en 2008. En 2012, la Federation of Korean Industry évaluait à cinq années seulement l'avance de la Corée sur la Chine.

Talonnée par la Chine, la Corée n'a d'autre choix que d'accélérer pour rattraper le Japon à la frontière technologique. Les entreprises investissent 8 points de PIB dans l'industrie manufacturière ; ce taux, parmi les plus hauts du monde, signifie un investissement manufacturier d'un montant quatre fois supérieur à celui réalisé en France. Avec plus de 3 % du PIB investis dans la R&D, la Corée est l'un des pays de l'OCDE qui fait le plus d'efforts de recherche. Alors qu'en 1995 les Coréens déposaient aux États-Unis deux fois moins de brevets que les Français, en 2012 ils en déposent deux fois plus (et deux fois plus que les Chinois).

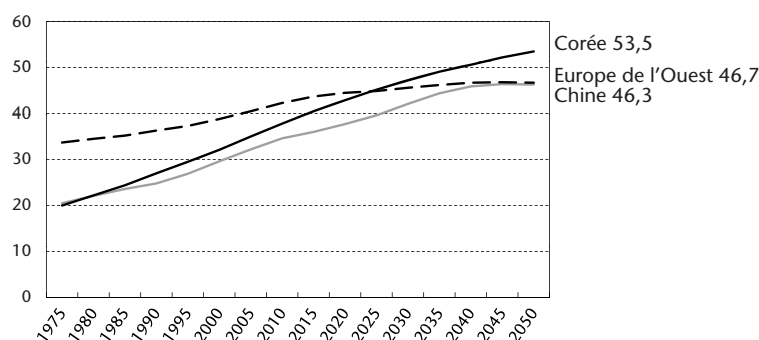
La Corée cherche aussi à tirer davantage parti du marché intérieur chinois. Hyundai-Kia y est désormais troisième dans l'automobile, derrière Volkswagen et General Motors et, tensions nippon-chinoises aidant, devant Nissan. L'élargissement de ses ventes en Chine a permis à Samsung de dépasser Apple sur le marché mondial des *smartphones*. À terme, grâce à ses complémentarités avec la Chine, la Corée sera un grand bénéficiaire de la croissance chinoise en répondant aux besoins des entreprises en ingénierie et à ceux de la classe moyenne en soins médicaux ou en produits culturels – le succès de la vague *hallyu* en Chine illustre la capacité coréenne dans ce domaine. Enfin, la Corée, qui a acquis un savoir-faire reconnu dans l'urbanisme vert, est désormais l'un des pionniers de la « croissance verte ». Le gouvernement a adopté cette stratégie en 2008 ; la Corée investit 2 points de PIB dans les énergies vertes avec l'objectif de devenir un *leader* mondial. Ses avancées lui donneront les moyens de satisfaire aux besoins chinois.

Enfin, la Corée adopte une stratégie commerciale offensive. Plus connue pour ses réflexes protectionnistes que pour son ouverture commerciale, elle a multiplié depuis 2000 les accords de libre-échange. Certains relèvent surtout de la diplomatie commerciale (avec le Chili en 2004, l'Asean en 2007, l'Inde en 2010) ; limités par leurs nombreuses clauses de sauvegarde, ils ne sont guère susceptibles de conduire à une intégration profonde. La Corée est aussi le seul pays à avoir démarré la mise en œuvre effective du libre-échange avec l'UE (2011) et avec les États-Unis (2012). Vis-à-vis de la Chine, anticipant que le *fabriqué en Chine* cédera bientôt la place au *fabriqué par la Chine*, les Coréens ont engagé la négociation d'un traité de libre-échange avec les autorités chinoises. Celles-ci souhaitant pour des raisons politiques faire aboutir la négociation, les Coréens espèrent obtenir des conditions favorables sur lesquelles ils pourront s'appuyer pour négocier un traité avec le Japon. La Corée pourrait ainsi devenir la cheville ouvrière d'un éventuel accord de libre-échange Chine-Corée-Japon.

### **Le coût social de l'ajustement économique**

La place de la Chine dans l'économie mondiale ne sera pas l'unique facteur d'évolution du modèle coréen dans les prochaines années. Ses limites internes vont être aussi déterminantes, à commencer par la démographie. La Corée a su mettre à profit l'aubaine démographique dont elle a bénéficié durant deux décennies à partir du milieu des années 1970, lorsque la croissance de la population d'âge actif dépassait de plus d'un point celle de la population totale. Mais la baisse très brutale du taux de fécondité et une plus grande longévité vont désormais conduire à un vieillissement très rapide de la population. Actuellement l'une des plus jeunes des pays de l'OCDE, la population coréenne sera l'une de plus vieilles en 2050. La Corée vieillit plus rapidement que la Chine (graphique 6). La population d'âge actif atteindra son pic en 2016, en 2050 elle aura diminué d'un quart. Cela impliquera un changement profond d'un modèle caractérisé aujourd'hui par une durée du travail élevée et une faible productivité horaire et par de fortes incitations à la non-activité des femmes et des plus de 50 ans. Du côté des femmes, se conjuguent la forte durée du travail, des rémunérations inférieures à celles des hommes et une charge importante de l'éducation des enfants ; pour les plus âgés,

Graphique 6. Âge médian de la population, 1975-2050



Source: United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *World Population Prospects, the 2012 Revision*, variante moyenne.

la rémunération à l'ancienneté incite les entreprises à pousser au départ les plus de 50 ans (l'âge légal de la retraite est à 57 ans), précarisés dans l'attente de percevoir leur retraite. Les femmes et les plus âgés se trouvent ainsi nombreux sur le marché du travail non régulier (contrats à durée déterminée, travailleurs à temps partiel, ou intérimaires) auquel les firmes recourent pour réduire les coûts du travail et augmenter la flexibilité. Selon l'OCDE, un tiers de salariés seraient employés dans ces conditions avec des rémunérations horaires qui n'atteignent, en moyenne, que 57 % de celles perçues par les travailleurs réguliers et sans couverture sociale pour 60 % d'entre eux.

L'investissement familial dans l'éducation, traditionnellement très important, est encore renforcé par la volonté d'échapper à cette précarité. Les écoliers coréens se classent aux premières places du classement PISA et huit sur dix poursuivent des études universitaires. Or les ménages assurent 27 % de la dépense d'enseignement (deux fois plus qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE, et près de quatre fois plus qu'en France), sans compter les frais élevés des cours supplémentaires privés. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons de la faible natalité. L'absence d'écoles maternelles publiques est particulièrement dommageable pour les enfants des familles défavorisées.

Ainsi, si l'augmentation des inégalités de revenu est dans de nombreux pays un phénomène caractéristique des années 2000, elle est particulièrement forte en Corée, lanterne rouge de l'OCDE pour les dépenses sociales (8 % du PIB en 2007, contre 19 % dans l'OCDE). En 2012, les deux principaux candidats à l'élection présidentielle ont proposé de « démocratiser l'économie » : lutter contre l'emprise des chaebols et augmenter les dépenses sociales.

Confrontée au ralentissement chinois, la présidente Park hésitera à engager une offensive contre les conglomérats qui sont les fers de lance de l'industrie coréenne ; elle a, en revanche, annoncé des mesures pour réduire l'emploi précaire.

### Repères bibliographiques

---

- CHEONG Y.-R. [2006], *Impact of China on South Korea Economy. Dynamic Forces on the Korean Peninsula : Strategic & Economic Implications*, KEI, Washington.
- CHO L.-J. et KIM Y. H. [1991], *Economic Development in the Republic of Korea : a Policy Perspective*, East-West Center, Honolulu, p. 529-549.
- DAYEZ-BURGEON P. [2012], *Les Coréens*, Taillandier, Paris.
- KIEP [2012], *20 Years of the Korea-China Economic Relationship : Retrospect and Prospect*, KIEP, Séoul.
- MCKINSEY GLOBAL INSTITUTE [2012], *Manufacturing the Future : the Next Era of Global Growth and Innovation*.
- OCDE [2012], *OECD Economic Surveys : Korea 2012*.
- SNYDER S. [2009], *China's Rise and the Two Koreas : Politics, Economics, Security*, Lynne Rienner, Boulder.
- STUDWELL J. [2013], *How Asia Works*, Profile Books Ltd, Londres.
- WOOK C. et PYEONG S.-Y. (dir.) [2012], *China, World Economy and Korea-China Economic Cooperation*, KIEP, Séoul.